

“ Les salaires français sont-ils trop rigides ? ”



de MICHEL HUSSON, économiste, membre du conseil scientifique d'Attac

Non. C'est l'augmentation du nombre de cadres et la baisse de celui des ouvriers qui expliquent la hausse du salaire moyen en France. En dehors de cet effet, les salaires réels baissent en réalité depuis la crise.

De nombreux économistes l'affirment, pourtant cette assertion ne correspond pas à la réalité.

D'abord, parce que la progression du salaire moyen a nettement ralenti depuis la crise. Et ensuite, en raison d'effets de structure : le salaire moyen de l'ensemble des salariés peut en effet augmenter parce que le nombre de ceux qui reçoivent des salaires inférieurs à la moyenne baisse. Or, c'est bien ce qui se passe en France : entre 2002 et 2012, la part des ouvriers et des employés qualifiés dans l'emploi est passée de 39 % à 37 %, et celle des ouvriers et des employés peu qualifiés de 20 % à 19 %. Une tendance qui a dû se prolonger depuis : dans la crise, les suppressions d'emplois ont plus durement frappé les salariés les moins payés.

La Banque de France avait déjà montré il y a deux ans ^[1] que « les changements de composition de la population active expliquent la totalité de la hausse de 2 % des salaires réels après 2008 : le salaire moyen calculé en gardant la composition de la force de travail constante entre 2008 et 2011 diminue en effet de 0,8 % sur la période ».

Une étude récente de l'Insee ^[2] confirme cette analyse. Elle montre en effet que le pouvoir d'achat du salaire net moyen ralentit depuis le début de la crise et qu'il a même reculé pour la première fois de 0,4 % en 2012. L'Insee isole ensuite les effets des changements de structure du salariat

pour constater, qu'à structure constante, le salaire réel moyen (une fois l'inflation déduite) était en réalité inférieur en 2012 à ce qu'il était en 2001.

Cette analyse contredit celle du Conseil d'analyse économique (CAE) ^[3] qui soutient, lui, au contraire que l'effet de composition n'explique qu'un quart de la progression du salaire réel net depuis 2008. Selon le CAE, cette résilience serait due au fait que, « pour préserver la motivation des travailleurs et le climat social (...), les entreprises préfèrent réduire l'emploi que les salaires ».

Cette fable de la « préférence pour le chômage » dans la crise est démentie notamment par les économistes de l'OFCE ^[4]. Pour eux, ce n'est au contraire qu'« en dernier recours qu'elles [les entreprises] se résolvent à licencier ou à fermer des unités de production ».

Ce débat n'est pas abstrait, car selon l'analyse qu'on fait de l'évolution des salaires, les recommandations en termes de politiques publiques diffèrent bien sûr radicalement... ■



[1] « Les salaires réels ont-ils été affectés par les évolutions du chômage en France avant et pendant la crise ? », par Grégory Verdugo, *Bulletin de la Banque de France* n° 192, 2^e trimestre 2013 (<http://goo.gl/e5L9Zw>).

[2] « Salaires dans le secteur privé et les entreprises publiques », par Christine Pinel et Lionel Wilner, *Insee première* n° 1528, décembre 2014 (<http://goo.gl/h5LJm0>).

[3] « Dynamique des salaires par temps de crise », par Philippe Askenazy, Antoine Bozio, Cecilia García-Peñalosa, Conseil d'analyse économique, note n° 5.

[4] « Perspectives 2014-2015 pour l'économie française », par Eric Heyer, Bruno Ducoudré, Hervé Pélérax, Mathieu Plane, *Revue de l'OFCE* n° 136, octobre 2014 (<http://goo.gl/zX1Tc7>).

Posez vos questions sur :

Twitter : @AlterEcoMag

Facebook : www.facebook.com/AlternativesEconomiques